



Centre d'études interaméricaines

Institut québécois des hautes études internationales
1030, avenue des Sciences-Humaines, Local 5455
Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval
Québec (Québec), CANADA, G1V 0A6
Téléphone : 418-656-2131, poste 6538
Télécopieur : 418-656-3634

www.cei.ulaval.ca

Décembre 2017

CHRONIQUE

Sebastián Piñera élu à nouveau président du Chili

Par Macarena Diab *

Sebastián Piñera a été élu au deuxième tour des élections présidentielles qui avaient lieu ce dimanche 17 décembre. Il va succéder Michelle Bachelet, à qui il avait déjà succédé en 2010. Bien que cette victoire confirme le virage à droite du cône sud, elle n'entraîne pas des changements fondamentaux dans la politique chilienne. Au contraire, cette alternance semble plutôt attester la stabilité politique du pays.

Sebastián Piñera, homme d'affaires et président du Chili entre 2010 et 2014, a été élu au deuxième tour des élections présidentielles qui avaient lieu ce dimanche 17 décembre, avec 54 % des votes, pour reprendre la présidence à compter de 2018. Selon la loi chilienne, une personne peut être réélue au poste de président, à condition qu'une autre personne complète au moins une période de gouvernement avant sa réélection. C'est pour cette raison que nous voyons Sebastián Piñera succéder Michelle Bachelet à qui, ironiquement, il avait déjà succédé en 2010.

Sa victoire est spécialement significative pour la région, car nous sommes témoins d'un virage à droite du cône sud, qui s'illustre avec le gouvernement de Michel Temer au Brésil et celui de Mauricio Macri en Argentine. Ce dernier a d'ailleurs fait polémique au Chili en appuyant publiquement le candidat Piñera avec une vidéo dans laquelle il indique son impossibilité de rester objectif lors des élections à cause de l'amitié de

longue date entre les deux hommes d'affaires devenus politiciens. Il n'est pas courant qu'un président en fonction donne son appui lors de campagnes électorales ayant cours dans un autre pays; reste à voir comment cette amitié sera traduite dans leur politique étrangère respective maintenant que M. Piñera a été élu.

Le deuxième tour électoral célébré ce dimanche a eu lieu puis qu'aucun candidat n'avait réussi à obtenir une majorité de 50 % + 1 des votes lors du premier tour, qui s'est tenu le 19 novembre dernier. À ce moment, M. Piñera a reçu 36,6 % des votes et ce fut Alejandro Guillier qui est arrivé en deuxième place avec 22 % des suffrages. M. Guillier se présentait comme le candidat de l'alliance Nueva Mayoría, fondé en 2013 et consacré avec le triomphe de Mme Bachelet à la présidence. M. Guillier, favorisait des politiques plus à gauche et appelait la population à se mobiliser contre Sebastián Piñera, considéré comme le représentant des plus riches, lui qui est réputé faire partie des cinq personnes les plus riches au Chili.

Le rejet du candidat Guillier par la population peut être vu comme un rejet soit à son discours de gauche, soit à l'approfondissement des politiques du gouvernement de Mme Bachelet. Le 21 novembre passé, Mme Bachelet avait même invité M. Guillier à « La Moneda », le siège de la présidence du Chili, geste qui a généré des répercussions de la part de M. Piñera, accusant la présidente sortante d'interférence électorale. Rappelons aussi que durant son mandat, Mme Bachelet a dû faire face à des charges de corruption et à un scandale concernant son fils, Sebastián Dávalos, ce qui a fait chuter l'approbation populaire de Mme Bachelet sous la barre des 25 % en 2016.

Ces élections présidentielles furent spéciales pour deux raisons. D'un côté, c'était la première fois que les Chiliens habitant à l'extérieur du pays avaient le droit de vote, cette réforme électorale étant entrée en vigueur l'année passée sous le mandat de Michelle Bachelet. Il est estimé que quelque 900 000 Chiliens expatriés, desquelles 39 000 se sont inscrits pour voter, se trouvaient dans une soixantaine de pays, mais principalement en Argentine et aux États-Unis. D'un autre côté, le résultat des élections était difficile à anticiper, et beaucoup d'analystes politiques prévoyaient que M. Guillier allait pouvoir recueillir plusieurs votes de l'extrême-gauche ; leur candidate Beatriz Sanchez avait fini en troisième place lors du premier tour des élections avec 20 % des votes. Selon l'analyste de l'Université centrale du Chili, Marco Moreno, ce furent les élections les plus dures à prédire depuis le retour à la démocratie au Chili en 1990.

Bien que M. Piñera soit considéré comme étant un candidat de droite, sa victoire ne signifie pas nécessairement des changements fondamentaux dans la politique chilienne. En effet, le candidat a même accepté de conserver la gratuité universitaire mise en place par la présidente sortante. Le président élu a appelé à « plus d'ententes et moins d'affrontements » et s'est montré ouvert à prendre certaines politiques du programme de son rival malheureux, M. Guillier, qui a déjà été l'employé de M. Piñera au sein de la chaîne de télé Chilevisión.

Au lendemain des élections et en signe de la cordialité et de la stabilité démocratique qui règne au pays, Sebastián Piñera et Michelle Bachelet se sont rencontrés pour un déjeuner chez le président élu, afin de discuter de la passation du pouvoir. Le Chili reste l'un des pays les plus stables de la région, ayant de hauts indices de développement humain et prospérité économique — la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) prévoit d'ailleurs une croissance économique de 2,8 % pour l'année 2018 (versus une moyenne de 1,1 % pour l'ensemble de l'Amérique latine et les Caraïbes en 2017).

** Diplômée de la maîtrise en Relations internationales aux Hautes Études internationales de l'Université Laval*